

Re-prendre la parole

Lancé le 15 janvier par le gouvernement le « grand débat national » se présente comme une réponse aux crises que traverse le pays actuellement.

Animé par le désir d'une société qui fasse droit aux plus précaires, l'Action Catholique Ouvrière est sensible à ce qui peut donner la parole au plus grand nombre.

A travers le débat, il est possible de rendre visible et audible le monde ouvrier, les classes populaires de notre pays, les personnes qui d'ordinaire ont moins « voix au chapitre ».

Toutefois, le cadre défini pour le « grand débat national » ne nous semble pas suffisant pour permettre cette prise en compte. En effet, les questions prévues sont très orientées et offrent peu d'espaces pour une expression politique alternative. Ce questionnaire est inscrit dans une logique de réduction des dépenses publiques et n'envisage pas de nouvelles sources de revenus, plus justes, pour l'État. Une meilleure répartition des richesses est, elle aussi, ignorée. De plus, certaines de ces questions accentuent dangereusement une vision clivante de la société (salariés publics/privé, chômeurs, bénéficiaires d'aide sociale, migrants...). Quant à la question écologique, elle se trouve enfermée avant tout dans une dimension purement individuelle et fiscale, évacuant ainsi les enjeux profonds de société. Primordiaux pour l'enjeu environnemental, l'aménagement du territoire et la mobilité sont ignorés.

Par ailleurs, le gouvernement a spécifié que les résultats du « grand débat national » ne modifieraient pas les orientations des politiques menées.

Les mouvements sociaux de ces derniers mois (gilets jaunes, retraités, chômeurs, travailleurs de la santé, de l'éducation, ou dans les entreprises en difficultés...) révèlent pourtant, y compris dans leur diversité, un fort désir de changement mais aussi le besoin de s'exprimer et même de s'engager. A travers ces mobilisations beaucoup ont retrouvé le sens du collectif, voire d'un « faire peuple ».

L'absence de débat et de prise en compte de la parole peut conduire à des expressions violentes. Si nous les condamnons, nous nous inquiétons cependant d'une escalade dans la répression du mouvement social, largement condamnée par de nombreuses associations de défense des droits de l'homme.

Le débat et le dialogue sont des dimensions centrales de la vie démocratique. Ils ne doivent pas seulement être liés à la conjoncture actuelle, mais constituer un fondement de notre République. Associations, syndicats, municipalités, paroisses... de nombreux acteurs ouvrent aujourd'hui de nouveaux espaces de dialogue et rendent possible l'accueil de la parole des plus précaires. C'est pourquoi l'Action catholique ouvrière appelle à investir tous les espaces de débat et de vie démocratique. Elle invite également ses membres à organiser des partages, des rencontres pour donner à tous la parole, en particulier au monde ouvrier, aux classes populaires.

Quels que soient les résultats de cette consultation, c'est toute une culture citoyenne qui peut s'installer par cette prise de parole, avec la nécessité de confronter, de construire ensemble. Mais le débat n'aura de sens que s'il débouche sur un agir collectif au service du bien commun.

C'est aujourd'hui à nous toutes et à nous tous de faire de la société elle-même un espace de débat, un espace de solidarité et de fraternité comme le Christ nous y appelle, notamment dans la parabole du bon Samaritain (évangile de Luc 10, 29-40).

Paris, le 14 février 2019

• • • • •

Le secrétariat national

7, rue Paul Lelong – 75002 Paris

Tél. : 01 42 36 36 11 – secretariat@acofrance.fr – www.acofrance.fr